

Rev.
Constit.



LETTRES PATENTES DU ROI,

*SUR le Décret de l'Assemblée Nationale, du 8 du
présent mois, qui prescrit les moyens qui seront
employés pour assurer le recouvrement de la Con-
tribution patriotique.*

Données, à Saint-Cloud, le 20 Août 1790.

LOUIS, par la grace de Dieu, & par la Loi constitu-
tionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces
présentés Lettres verront ; SALUT. L'Assemblée Nationale a
décrété, le 8 Août présent mois, & Nous voulons & ordonnons
ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

LE Conseil général de la Commune vérifiera toutes les dé-
clarations qui auront été faites pour la Contribution patriotique,

à l'effet d'approuver celles qui lui paroîtront conformes à la vérité, & de rectifier celles qui sont notoirement infidelles.

Dans les cas où les Contribuables auront négligé de faire leur déclaration, le Conseil général de la Commune fera chargé d'y suppléer par une taxe d'office qu'il fera en son ame & conscience, & il sera tenu de donner sommairement les motifs des augmentations qu'il prononcera.

Les Directoires de Districts vérifieront les déclarations des Membres du Conseil général de la Commune, & seront en droit de vérifier les déclarations d'une Communauté entière, s'il y a lieu.

I I.

LE Corps Municipal fera donner un avertissement, dans le plus court délai possible, aux Parties intéressées, de la nouvelle taxation à laquelle elles auront été assujetties.

I I I.

TOUT Citoyen qui, dans quinzaine du jour de l'avertissement envoyé par le Corps Municipal, ne se sera pas présenté à la Municipalité pour y opposer ses moyens de défense, sera censé avoir accepté, sans réclamation, la nouvelle cotisation faite par le Conseil général, & cette cotisation sera remise en recouvrement sur le rôle de la Contribution patriotique.

I V.

DANS le cas de réclamation, le Directoire de District prendra connoissance de l'affaire, & la renverra dans huitaine avec son avis, au Directoire de Département, qui statuera définitivement.

V.

LES Officiers Municipaux, autorisés par nos Lettres patentes du 1.^{er} Avril dernier, sur le Décret du 27 Mars précédent, à imposer ceux qui, domiciliés ou absens du Royaume, & jouissant de plus de quatre cents livres de revenu net, n'auront pas fait la déclaration prescrite par notre Déclaration du 9 Octobre 1789, sur le Décret du 6 du même mois, concernant la Contribution patriotique, seront tenus de procéder de suite à ladite Imposition; & le Conseil général de la Commune sera tenu de rectifier les déclarations notoirement infidelles, dans le délai de quinze jours, dans les villes & lieux dont la population n'excède

pas vingt mille âmes, & dans le mois, dans les villes dont la population est au-dessus de vingt mille âmes, à compter de la publication des présentes, faute de quoi ils demeureront responsables du retard qui résulteroit dans le recouvrement de ladite Contribution, d'après les rôles qui en seront faits d'office par les Directoires de Districts; &, à cet effet, les Départements veilleront à ce que, dans chaque District, il soit nommé deux Commissaires pour achever ladite Imposition dans les Municipalités en retard.

V I.

LES héritiers des personnes décédées, après avoir fait leur déclaration, seront tenus de payer aux échéances le montant desdites déclarations, sauf à obtenir décharge ou modération sur la contribution qui étoit due sur le montant des Emplois, Places, ou Pensions dont jouissoient les déclarants, conformément à l'article II de nosdites Lettres Patentes du 1.^{er} Avril dernier, sur le Décret du 27 Mars précédent.

V I I.

EN cas de concurrence entre les Créanciers d'un Débiteur & le Receveur de la Contribution patriotique, elle sera payée par suite & avec même privilège que les autres impositions.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps Administratifs & Municipalités, que les Présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier, afficher & exécuter dans leurs Ressorts & Départements respectifs. En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer cesdites Présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. Donné à Saint-Cloud, le vingtième jour du mois d'Août, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, GUIGNARD. Vu au Conseil, LAMBERT. Et scellées du Sceau de l'Etat.

LES ADMINISTRATEURS composant le Directoire du Département de l'Aisne, oui & ce requérant le Procureur-Général-Syndic, vu les Lettres Patentes du Roi, du 20 Août 1790, sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 8 dudit mois, qui prescrit

les moyens qui seront employés pour assurer le recouvrement de la Contribution patriotique :

Après que lesdites Lettres patentes ont été lues, Séance tenante, ont arrêté qu'elles seront à l'instant transcrites sur les registres, qu'elles seront exécutées suivant leur forme & teneur, qu'elles seront réimprimées, & que des Exemplaires en seront adressés, à la diligence du Procureur-Général, aux Directoires de Districts, pour les faire transcrire sur leurs registres, & en distribuer à toutes les Municipalités de leurs Ressorts respectifs, qui seront tenues d'en faire faire pareille transcription, & de les faire lire, publier au prône des Messes Paroissiales, & de les faire afficher : de toutes lesquelles transcriptions, lectures, publications & affiches, il sera envoyé certificats, dans la quinzaine, au Procureur-Général, par la médiation des Procureurs-Syndics de Districts, qui sont invités d'y tenir exactement la main.

FAIT à Laon, ce trois Septembre mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé*, LAURENT, *Président* ; GUILLIOT, DU CREUX, DE BRY, BEFFROY, QUINETTE, PÉRIN, DE VISME, *Administrateurs* ; BLIN, *Procureur-Général-Syndic*.

Contre-signé, DEBATZ,
Secrétaire-Général du Département.

A L A O N ,
DE L'IMPRIMERIE D'AUGUSTIN-PIERRE COURTOIS ,
IMPRIMEUR DU DÉPARTEMENT DE L' AISNE. 1790.